lundi 21 décembre 2015

Résolution Syrie à l'ONU - un cessez-le-feu qui ne met pas fin à la guerre mais à Assad

A l'unanimité, le Conseil de sécurité de l'ONU vient de prendre au sujet de la guerre en Syrie ce que la presse appelle déjà une *résolution historique*. Dès janvier, un cessez-le-feu complet, des négociations politiques, un nouveau gouvernement de coalition nationale. Ainsi, 4 ans et demi et 300 000 morts plus tard, serions-nous enfin parvenus à la paix?

A moins que l'état islamique ne soit qu'une vaste plaisanterie, il y a peu de chances.

Ainsi, à l'unanimité, le Conseil de sécurité a adopté la résolution présentée par les Etats Unis et la Russie sur le sort de la Syrie. Résolution qui prévoit:

- Début janvier 2016, Ban Ki-moon, le secrétaire général de l'ONU, doit réunir le gouvernement syrien et l'opposition pour négocier le lancement du processus politique;
- 6 mois plus tard, le processus doit déboucher sur une gouvernance non confessionnelle qui doit comprendre toutes les parties en jeu;
- ce gouvernement de transition doit préparer une nouvelle constitution;
- 12 mois plus tard, des élections libres doivent être organisées;
- le tout accompagné par un cessez-le-feu complet ... qui ne met pas fin à la guerre.

Ce que la résolution ne précise pas:

- qui constitue l'opposition politique?
- quel sera le sort de Assad?
- des négociations seront-elles menées avec les groupes terroristes en ce qui concerne le cessez-le-feu?
- qui sont les groupes terroristes?

D'un coup d'un seul, je me demande, honteusement - oui, j'avoue même très honteusement face à la liesse (inter)nationale - ce que cette résolution a réglé?

Car reste à préciser qui, ce très gentil et très complaisant secrétaire général de l'ONU, va devoir réunir début janvier. Le plan de table prévoit d'être particulièrement difficile à dresser: les hôtes n'étant toujours pas d'accord sur la liste des convives.

Ensuite, le cessez-le-feu semble être prévu, orchestré, daté, sans la moindre participation des deux parties au conflit. Peut-être faudrait-il prévenir les groupes terroristes de la fin de l'opération? Ou bien cela n'est-il pas nécessaire car ils sont déjà aux ordres?

Enfin, il faudrait peut-être s'assurer d'un réel cessez-le-feu, c'est-à-dire de la fin du conflit armé, avant de lancer le processus politique. Or, *il est prévu que le cessez-le-feu ne met pas fin à la guerre*. Donc il met fin à quoi? Qui ne doit plus bombarder qui? Et si la guerre continue contre l'état islamique, alors comment lancer un processus politique qui ne conduise pas à la destruction de l'état? Car, le but écrit est bien celui de la préservation des institutions étatiques. Or, mettre en place un gouvernement de transition, affaiblissant dans tous les cas le chef de l'état qu'est Bachar el-Assad, quand il faut concentrer ses forces pour détruire l'ennemi est une stratégie quelque peu surprenante.

Autrement dit, avant la résolution, les protagonistes n'étaient pas d'accord sur l'avenir d'Assad, ils ne le sont toujours pas; avant la résolution, la liste des composantes de l'opposition politique n'était pas déterminée, elle ne l'est toujours pas; la liste des groupes terroristes n'était pas commune, chacun a toujours ses ennemis et ses alliés.

Cette résolution est vraiment historique. Et dans chaque pays l'on se félicite des avancées, chacun à sa manière. Dans le clan pro-américain, l'on est heureux que la Russie n'ait pas mis de veto et se soit ralliée au clan du Bien. Du côté russe, l'on se félicite de ce que la résolution adoptée démontre que la Russie avait raison.

Pourtant la fin du conflit dont il semble être question est celui existant entre Assad et la tant appelée "opposition". Et la fin du conflit est prévu par le départ et donc la défaite d'Assad. Mais qui restera pour lutter au sol contre l'état islamique? Ou bien,

pour d'étranges raisons, cela ne sera plus nécessaire?

Certes, la Russie avait raison. Et en ce qui concerne l'avenir d'Assad, rien n'a changé? Car rappelons ce petit détail:

S'exprimant au moment de la signature de l'accord, le président américain, Barack Obama, a immédiatement rappelé qu'« *Assad devra partir pour mettre un terme au bain de sang dans le pays et laisser les puissances impliquées avancer sur une voie non confessionnelle* ».

Et, ici aussi, on soulignera les paroles très justes de la délégation iranienne:

En endossant le mécanisme de transition prévu dans le communiqué de Genève 2, en juin 2012 – la mise sur pied dans les six mois d'un organe de gouvernement transitoire disposant des pleins pouvoirs exécutifs –, la résolution semble sceller son destin. « *C'est comme si on évoquait la crucifixion sans mentionner le Christ* », a critiqué un membre de la délégation iranienne. Même dans l'éventualité où M. Assad n'était pas écarté du pouvoir lors de la transition, la participation prévue des Syriens réfugiés à l'étranger à une élection supervisée par l'ONU pourrait signer sa défaite.